



CANADA

TREATY SERIES **1984 No. 32** RECUEIL DES TRAITÉS

TRANSFÈREMENT DES DÉLINQUANTS

Accord entre le CANADA et la FRANCE
(avec Lettres complémentaires)

Ottawa, le 9 février 1979
En vigueur le 1^{er} octobre 1984

TRANSFER OF OFFENDERS

Agreement between CANADA and FRANCE
(with related Letters)

Ottawa, February 9, 1979
In force October 1, 1984



CANADA

TREATY SERIES **1984 No. 32** RECUEIL DES TRAITÉS

TRANSFÈREMENT DES DÉLINQUANTS

Accord entre le CANADA et la FRANCE
(avec Lettres complémentaires)

Ottawa, le 9 février 1979
En vigueur le 1^{er} octobre 1979

TRANSFER OF OFFENDERS

Agreement between CANADA and FRANCE
(with related Letters)

Ottawa, February 9, 1979
In force October 1, 1984

QUEEN'S PRINTER FOR CANADA
IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA
OTTAWA, 1989

ACCORD ENTRE LE CANADA ET LA FRANCE SUR LE TRANSFÈREMENT DES DÉTENUS ET SUR LA SURVEILLANCE DE CERTAINS CONDAMNÉS

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Française.

DÉSIREUX de permettre aux condamnés, avec leur consentement, de purger leur peine privative de liberté ou de bénéficier d'une libération conditionnelle ou d'être soumis à des mesures de surveillance dans le pays dont ils sont ressortissants, favorisant ainsi leur réinsertion sociale.

ONT RÉSOLU de conclure le présent Accord relatif, d'une part, au transfèrement des détenus et, d'autre part, à la surveillance de certains condamnés.

TITRE 1

PRINCIPES FONDAMENTAUX

ARTICLE I

Au sens du présent Accord :

- a)* l'expression «État de condamnation» désigne l'État où le délinquant a été condamné et d'où il est transféré;
- b)* l'expression «État d'exécution» désigne l'État vers lequel le condamné est transféré afin de subir sa peine;
- c)* le terme «ressortissant» désigne, en ce qui concerne la France, les nationaux français, et, en ce qui concerne le Canada, les citoyens canadiens;
- d)* le terme «condamné» désigne toute personne qui, ayant fait l'objet sur le territoire de l'une ou l'autre Partie d'une décision judiciaire de culpabilité, entre dans l'une des deux catégories suivantes :

1. L'intéressé est astreint à subir en détention une peine privative de liberté en cours d'exécution.

2. L'intéressé est soumis à des obligations et des mesures de surveillance, de contrôle et d'assistance résultant :

- soit, pour la France, d'une condamnation à une peine privative de liberté dont l'exécution a été suspendue conditionnellement par l'État français, notamment celle s'exécutant sous le régime de la libération conditionnelle, ou d'une condamnation à une peine privative de liberté, prononcée sous condition suspensive d'exécution, notamment le sursis avec la mise à l'épreuve;

AGREEMENT BETWEEN CANADA AND FRANCE ON THE TRANSFER OF INMATES AND THE SUPERVISION OF PERSONS UNDER SENTENCE

The Government of Canada and the Government of the French Republic.

DESIRING to enable persons under sentence, with their consent, to serve their sentence of deprivation of liberty, to benefit from parole or to be under supervision in the country of which they are nationals, in such a way as to favour their reintegration into society.

HAVE RESOLVED to conclude the present Agreement, which provides, on the one hand, for the transfer of inmates, and on the other hand, for the supervision of persons under sentence.

CHAPTER 1

BASIC PRINCIPLES

ARTICLE I

For the purpose of this Agreement:

- (a) the expression "Sentencing State" means the State in which the offender has been sentenced and from which he is being transferred;
- (b) the expression "Administering State" means the State to which the person under sentence is being transferred to serve his sentence;
- (c) the term "national" means for France, French nationals, and for Canada, Canadian citizens;
- (d) the term "person under sentence" means any person who has been sentenced by a Court of Law in the territory of either Party and who falls into one of the two following categories:

1. A person required to serve, in confinement, a sentence of deprivation of liberty, which is being administered.

2. A person who is subject to obligations and measures of supervision, control and assistance resulting:

- in the case of France, from a sentence of deprivation of liberty the execution of which has been conditionally suspended by the State, especially one being administered under a system of parole; or from a suspended sentence of deprivation of liberty, especially one with probation;

- soit, pour le Canada, notamment d'un jugement prononçant la probation, de l'octroi d'une libération conditionnelle ou autres formes de liberté surveillée,

ARTICLE II

Le présent Accord s'applique dans les conditions suivantes :

- a) l'infraction qui motive une demande visée aux titres 2 et 3 du présent Accord doit être réprimée par la législation de chacune des Parties;
- b) la décision judiciaire visée à l'article I doit être définitive et exécutoire;
- c) le condamné doit être un ressortissant du pays vers lequel il sera acheminé;
- d) le condamné doit être consentant.

ARTICLE III

Le présent Accord ne s'appliquera pas quand l'infraction pour laquelle le délinquant été condamné est :

- a) Une infraction à la législation réglementant l'immigration;
- b) une infraction purement militaire.

ARTICLE IV

Le transfèrement du condamné ou l'exécution des mesures de contrôle, de surveillance et d'assistance sera refusé :

- a) Si le transfèrement ou l'exécution des mesures de contrôle, de surveillance et d'assistance est considéré par l'État de condamnation comme étant de nature à porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité, aux principes fondamentaux de son ordre juridique ou à d'autres de ses intérêts essentiels;
- b) si la condamnation qui motive la demande est fondée sur des faits qui ont été jugés définitivement dans l'État d'exécution;
- c) si la prescription de la sanction est acquise d'après la loi de l'une des Parties.

ARTICLE V

Le transfèrement ou l'exécution des mesures de contrôle, de surveillance et d'assistance pourra être refusé:

- a) si les autorités compétentes de l'État d'exécution ont décidé de ne pas engager de poursuites ou de mettre fin aux poursuites qu'elles ont exercées pour les mêmes faits;
- b) si les faits qui motivent la condamnation font l'objet de poursuites dans l'État d'exécution;
- c) si le condamné ne s'est pas acquitté des sommes, amendes, frais de justice, dommages-intérêts et condamnations pécuniaires de toute nature mises à sa charge;

- in the case of Canada, from a judgement ordering probation, from the granting of parole or other forms of supervision.

ARTICLE II

The application of this Agreement is subject to the following conditions:

- (a) the offence which leads to a request under Chapters 2 and 3 of this Agreement is in violation of the law of both Parties;
- (b) the judicial decision referred to in Article I is a final and enforceable decision;
- (c) the person under sentence is a national of the country to which he is to be transferred;
- (d) the person under sentence gives his consent.

ARTICLE III

This Agreement shall not apply when the offence for which the offender has been sentenced is:

- (a) a violation of the laws governing immigration;
- (b) a purely military offence.

ARTICLE IV

The transfer of the person under sentence or the administration of measures of control, supervision and assistance shall be refused:

- (a) if the transfer or the administration of measures of control, supervision and assistance is considered by the Sentencing State to be such as to jeopardize its sovereignty, its security, the basic principles of its judicial system or any other of its essential interests;
- (b) if the judicial decision leading to the request is based on facts that have formed the object of a final judgement in the Administering State;
- (c) if the penalty is barred by limitation under the law of either Party.

ARTICLE V

The transfer, or the administration of the measures of control, supervision and assistance may be refused:

- (a) if the competent authorities of the Administering State have decided to abandon, or not to initiate, proceedings based on the same facts;
- (b) if the facts justifying the conviction are also the object of proceedings in the Administering State;
- (c) if the person under sentence has not paid any sums, fines, court costs, damages or any other pecuniary penalties imposed upon him;

- d) si l'auteur de l'infraction bénéficie d'une amnistie ou d'une mesure de grâce dans l'État d'exécution ou l'État de condamnation.

ARTICLE VI

Lorsque la sanction infligée par le Canada est inconnue dans la législation française où lorsqu'elle n'y est pas soumise aux mêmes conditions, la France substitue à cette sanction, s'il y a lieu, la peine ou la mesure prévue par sa propre loi pour une infraction analogue. Elle en informe le Canada avant l'acceptation de la demande de transfèrement. Cette peine ou mesure correspond, autant que possible, quant à sa nature, à celle infligée par la décision à exécuter; elle ne peut excéder le maximum prévu par la loi française ni aggraver par sa nature ou par sa durée la sanction prononcée au Canada.

ARTICLE VII

1. Les autorités compétentes de l'État d'exécution doivent mettre fin à l'exécution dès qu'elles ont connaissance d'une grâce, d'une amnistie ou de toute autre décision qui a pour effet d'enlever à la sanction son caractère exécutoire.

2. L'État de condamnation informe sans délai l'État d'exécution de toute décision ou tout acte de procédure intervenu sur son territoire qui, conformément au paragraphe précédent, met fin au droit d'exécution.

ARTICLE VIII

L'État de condamnation, seul, a le droit de statuer sur tout recours en révision introduit contre la condamnation.

ARTICLE IX

Le droit de grâce ainsi que le droit d'amnistie appartiennent aux deux États.

ARTICLE X

1. Quand la condamnation à une peine privative de liberté est prononcée sous condition suspensive d'exécution ou que le condamné bénéficie d'une suspension conditionnelle de l'exécution de sa peine, l'État d'exécution est compétent pour révoquer la mesure suspensive. S'il prononce la révocation, il assure l'exécution de la décision qu'il a prise.

2. Lorsque la décision à exécuter en France est un jugement canadien prononçant la probation, si le délinquant ne se soumet pas aux obligations auxquelles il a été astreint et que ce manquement ne constitue pas une infraction au regard de la loi française, le jugement canadien prononçant la probation sera assimilé à un ajournement du prononcé de la peine et le tribunal français pourra prononcer la sanction prévue par la loi française pour l'infraction initialement commise.

- (d) if the offender has been granted amnesty or a pardon in either the Administering State or the Sentencing State.

ARTICLE VI

When a penalty imposed by Canada is unknown in French law, or when it is imposed under different conditions, France shall substitute for this penalty, whenever appropriate, that penalty or measure provided in its own law for a similar violation. France shall inform Canada of this before the transfer request is accepted. This penalty or measure shall correspond in nature, as far as possible, to that imposed by the judgement that is to be executed, and it shall not exceed the maximum provided in French law or increase in nature or in duration the penalty imposed in Canada.

ARTICLE VII

1. The competent authorities of the Administering State shall terminate administration upon being informed of a pardon, amnesty or any other decision as a result of which the penalty ceases to be enforceable.

2. The Sentencing State shall inform the Administering State without delay of any decision or procedure made in its territory which terminates the right of execution in accordance with the preceding paragraph.

ARTICLE VIII

The Sentencing State has the sole right to decide on any action for review of the sentence.

ARTICLE IX

The right to pardon and to amnesty belongs to both States.

ARTICLE X

1. When a suspended sentence of deprivation of liberty is handed down, or the person under sentence is granted a conditional suspension of the execution of his sentence, the Administering State shall have competence to revoke such suspension. If revocation is pronounced, the Administering State shall implement the decision it has made.

2. When a Canadian judgement ordering probation is to be executed in France, and the offender does not fulfill the required obligations, and if this violation does not constitute a breach of French law, the Canadian judgement ordering probation shall be considered equivalent to postponement of sentencing and the French court shall be able to impose the penalty provided by the French law for the offence that was initially committed.

ARTICLE XI

L'exécution des peines privatives de liberté et des mesures de surveillance de certains condamnés est régie par la loi de l'État d'exécution sous les conditions prévues aux articles suivants.

ARTICLE XII

Chaque État de condamnation informe les détenus des possibilités ouvertes par le présent Accord.

TITRE 2

DE L'EXÉCUTION EN DÉTENTION DES PEINES PRIVATIVES
DE LIBERTÉ EN COURS D'EXÉCUTION

ARTICLE XIII

Au moment de la demande de transfèrement, le condamné détenu doit avoir encore au moins un an de peine à exécuter.

ARTICLE XIV

1. L'exécution d'une peine privative de liberté définie au paragraphe *d*) 1 de l'article I est régie par la loi de l'État d'exécution.
2. Celui-ci est seul compétent pour prendre, à l'égard du condamné détenu, les décisions de suspension conditionnelle et de réduction de peine, et, plus généralement, pour déterminer les modalités d'exécution de la peine.

ARTICLE XV

Les frais de transfèrement et de détention postérieure au transfèrement sont à la charge de l'État d'exécution.

TITRE 3

DE L'EXÉCUTION DES PEINES PRIVATIVES DE LIBERTÉ PRONONCÉES
SOUS CONDITION OU DONT L'EXÉCUTION A ÉTÉ SUSPENDUE
CONDITIONNELLEMENT PAR L'ÉTAT DE CONDAMNATION.

ARTICLE XVI

Au moment de la demande, le condamné doit avoir encore au moins un an de peine à exécuter.

ARTICLE XVII

L'État d'exécution, dans les conditions prévues aux articles suivants, est seul compétent en ce qui concerne l'exécution de la peine restrictive de liberté définie au paragraphe *d*) (2) de l'article I.

ARTICLE XI

The administration of deprivation of liberty and of measures of supervision of persons under sentence is subject to the law of the Administering State, under the conditions provided in the following Articles.

ARTICLE XII

Each Sentencing State shall inform inmates of the possibilities open to them under this Agreement.

CHAPTER 2

ADMINISTRATION OF SENTENCES OF DEPRIVATION OF LIBERTY THAT
ARE BEING SERVED IN CONFINEMENT.

ARTICLE XIII

The person incarcerated under sentence shall, at the time he requests a transfer, have at least one year of his sentence left to serve.

ARTICLE XIV

1. The administration of a sentence of deprivation of liberty as defined in Article I (d) I is subject to the law of the Administering State.

2. The Administering State has sole competence to make decisions about the person incarcerated under sentence regarding conditional suspension or remission of sentence, and more generally to determine the way the sentence shall be served.

ARTICLE XV

The costs of transfer and detention subsequent to transfer are the responsibility of the Administering State.

CHAPTER 3

ADMINISTRATION OF SUSPENDED SENTENCES OF DEPRIVATION OF
LIBERTY, OR OF SENTENCES WHOSE EXECUTION HAS BEEN
CONDITIONALLY SUSPENDED BY THE SENTENCING STATE

ARTICLE XVI

The person under sentence shall, at the time he requests a transfer, have at least one year of his sentence left to serve.

ARTICLE XVII

The Administering State, subject to the conditions provided in the following Articles, has the sole competence to administer a sentence of restricted liberty as defined in Article I (d) (2).

ARTICLE XVIII

1. L'État de condamnation fait connaître à l'État d'exécution les conditions imparties au condamné et, s'il y a lieu, les mesures de surveillance auxquelles celui-ci est tenu de se conformer pendant la période d'épreuve.

2. La France fait application, s'il y a lieu, des dispositions de l'article VI.

ARTICLE XIX

L'État d'exécution tient informé l'État de condamnation de la révocation de la mesure de suspension d'exécution ou de la décision de suspension conditionnelle dont l'intéressé peut avoir fait l'objet.

ARTICLE XX

Dès l'expiration de la période de contrôle, de surveillance et d'assistance, l'État d'exécution fournit à l'État de condamnation des renseignements succincts relatifs à l'exécution de la peine.

ARTICLE XXI

1. L'État de condamnation est seul compétent pour les conséquences découlant, aux termes de sa législation, de l'exécution de la peine intervenue dans l'État d'exécution.

2. Il informe l'État d'exécution de sa décision.

ARTICLE XXII

Les frais de voyage entre l'État de condamnation et l'État d'exécution sont à la charge du condamné, sauf si l'État d'exécution les assume.

TITRE 4

PROCÉDURE

ARTICLE XXIII

La demande de transfèrement peut être présentée :

- a) soit par l'État de condamnation;
- b) soit par l'État d'exécution;
- c) soit par le condamné lui-même qui présente, à cet effet, une requête à l'un des États.

ARTICLE XXIV

Le consentement du condamné est constaté par écrit. Il est joint à la demande prévue à l'article suivant.

ARTICLE XVIII

1. The Sentencing State shall inform the Administering State of the conditions imposed on the person under sentence, and, if applicable, the measures of supervision to which he is required to conform during his period of probation.
2. France shall, if need be, apply the provisions of Article VI.

ARTICLE XIX

If the person under sentence is the subject of a revocation of either a suspension of execution or a suspended sentence, the Administering State shall so inform the Sentencing State.

ARTICLE XX

Upon expiry of the period of control, supervision and assistance, the Administering State shall provide the Sentencing State with a succinct account of the administration of the sentence.

ARTICLE XXI

1. The Sentencing State has the sole competence regarding the consequences that may result, under its law, from the administration of the sentence in the Administering State.
2. It shall inform the Administering State of its decision.

ARTICLE XXII

Travel costs between the Sentencing State and the Administering State shall be the responsibility of the person under sentence, unless the Administering State assumes them.

CHAPTER 4

PROCEDURE

ARTICLE XXIII

A transfer request may be submitted by:

- (a) the Sentencing State;
- (b) the Administering State;
- (c) the person under sentence himself, who submits a request to this effect to one of the States.

ARTICLE XXIV

The consent of the person under sentence shall be in writing, and it shall be appended to the request provided for in the following Article.

ARTICLE XXV

Toute demande est formulée par écrit. Elle indique:

- a) l'autorité dont elle émane;
- b) son objet;
- c) l'identité du condamné et son lieu de résidence dans l'État de condamnation et dans l'État d'exécution.

ARTICLE XXVI

1. L'État de condamnation adresse à l'État d'exécution l'original ou une copie authentique de la décision condamnant le délinquant. Il certifie le caractère exécutoire de la décision ou des mesures de surveillance qui ont pu être ordonnées et il précise, dans toute la mesure du possible, les circonstances de l'infraction, le temps et le lieu où elle a été commise ainsi que sa qualification légale.

2. En cas de détention du condamné, l'État de condamnation fournit tous renseignements sur la durée de la peine restant à purger ainsi que sur la durée de la détention provisoire déjà subie et sur les réductions de peine déjà accordées; en cas de demande d'application de mesures de surveillance, il fournit tous renseignements sur leur nature et leur durée ainsi que les renseignements nécessaires sur la personnalité du condamné et sur sa conduite dans l'État de condamnation après et, si possible, avant le prononcé de la décision de condamnation.

ARTICLE XXVII

La demande est adressée, dans le cas où l'État requérant est le Canada, au Ministère français de la Justice et, dans le cas où l'État requérant est la France, au Ministère canadien du Solliciteur Général.

ARTICLE XXVIII

Si l'une des Parties estime que les renseignements fournis par l'autre Partie sont insuffisants pour lui permettre d'appliquer le présent Accord, elle demande le complément d'informations nécessaire.

ARTICLE XXIX

Tous les documents produits par chaque État conformément au présent Accord peuvent être établis indifféremment en langue française ou anglaise.

ARTICLE XXX

Les pièces et documents transmis en application du présent Accord sont dispensés de toute formalité de légalisation.

ARTICLE XXXI

Les frais d'exécution et de surveillance exposés dans l'État d'exécution ne sont pas remboursés.

ARTICLE XXV

All requests shall be in writing, and shall indicate:

- (a) the authority from which they come;
- (b) the object of the request;
- (c) The identity of the person under sentence and his address in both the Sentencing State and the Administering State.

ARTICLE XXVI

1. The Sentencing State shall send the Administering State the original or a certified copy of the judgement convicting the offender. It shall certify the enforceability of the judgement or of the measures of supervision ordered, as the case may be, and it shall make as clear as possible the circumstances of the offence, the time and place it was committed as well as its designation in law.

2. In the case where the person under sentence is confined, the Sentencing State shall provide full information about the length of the sentence remaining to be served, about the periods spent in pre-trial and post-trial custody, as well as remissions of sentence granted. In the case of a request that measures of supervision be applied, it shall provide full information about their nature and duration, as well as the necessary information about the personality of the person under sentence and his behaviour in the Sentencing State subsequent to and, if possible, prior to, his conviction.

ARTICLE XXVII

The request shall be addressed to the French Ministry of Justice, if the requesting State is Canada, and to the Department of the Solicitor General of Canada, if the requesting State is France.

ARTICLE XXVIII

If one of the Parties deems the information provided by the other to be insufficient to allow it to implement this Agreement, it shall request the supplementary information required for this purpose.

ARTICLE XXIX

All documents produced by either State in accordance with this Agreement may be in French or in English.

ARTICLE XXX

Documents transmitted in application of this Agreement shall be exempt from any authentication requirements.

ARTICLE XXXI

Cost of administration or supervision incurred in the Administering State shall not be reimbursed.

TITRE 5

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE XXXII

1. Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution pour l'entrée en vigueur du présent Accord. Les notifications constatant l'accomplissement de ces procédures seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.
2. Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de cet échange.
3. Chacune des Parties contractantes pourra dénoncer le présent Accord à n'importe quel moment en adressant à l'autre, par la voie diplomatique, un avis écrit de dénonciation; dans ce cas, la dénonciation prendra effet un an après la date de réception dudit avis.

CHAPTER 5

OTHER PROVISIONS

ARTICLE XXXII

1. Each of the Contracting Parties shall notify the other upon completion of the procedures required by its constitution to allow this Agreement to come into force. Notification of the completion of these procedures shall be exchanged as soon as possible in Paris.
2. This Agreement shall come into force on the first day of the second month after the day such exchange is effected.
3. Each of the Contracting Parties may terminate this Agreement at any time by sending the other, through diplomatic channels, written notice of termination. In this case, termination shall take effect one year after the date said notice is received.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT en deux exemplaires à Ottawa ce 9^{ème} jour de février 1979, en français et en anglais, chaque texte faisant également foi.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

DONE in two copies at Ottawa this 9th day of February 1979, in the English and French languages, each text being equally authentic.

JEAN-JACQUES BLAIS
Pour le Gouvernement du Canada
For the Government of Canada

OLIVIER STIRN
Pour le Gouvernement de la
République Française
For the Government of the
French Republic

Paris, le 30 juin 1983

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à l'Accord entre le Canada et la France sur le transfèrement des détenus et sur la surveillance de certains condamnés, signé à Ottawa le 9 février 1979, et de vous proposer, d'ordre du Gouvernement du Canada, que les articles IV et V dudit Accord soient interprétés de la façon suivante :

«Il est entendu que les articles IV et V ne font pas obstacle à ce que, dans des cas exceptionnels motivés, l'une ou l'autre des parties autorise ou refuse le transfèrement d'un détenu pour des motifs autres que ceux précisés aux articles IV et V».

Je vous serais obligé de me faire savoir si la proposition qui précède recueille l'agrément de votre Gouvernement. Dans ce cas, la présente lettre, ainsi que votre réponse, constitueront l'accord entre nos deux Gouvernements sur l'interprétation des articles IV et V de l'Accord entre le Canada et la France sur le transfèrement des détenus et sur la surveillance de certains condamnés, accord qui entrera en vigueur le même jour que l'Accord signé à Ottawa le 9 février 1979, auquel il se rattache.

Veillez, Monsieur le Ministre, agréer les assurances de ma très haute considération.

L'Ambassadeur,
MICHEL DUPUY

Monsieur CLAUDE CHEYSSON,
Ministre des Relations extérieures.

I

(TRANSLATION)

Paris, June 30, 1983

Dear Sir:

I have the honour to refer to the Agreement between Canada and the French Republic on the Transfer of Inmates and the Supervision of Persons under Sentence, signed at Ottawa on February 9, 1979, and to propose, on instructions from the Government of Canada, that Articles IV and V of the said Agreement be interpreted in the following manner:

“It is understood that Articles IV and V shall not, in exceptional and justifiable cases, prevent either of the parties from authorizing or refusing the transfer of an inmate for reasons other than those specified in Articles IV and V.”

I would appreciate knowing whether the preceding proposal meets with your Government's approval. If so, this letter, together with your reply, shall constitute an agreement between our Governments concerning the interpretation of Articles IV and V of the Agreement between Canada and the French Republic on the Transfer of Inmates and the Supervision of Persons under Sentence, which shall enter into force on the same day as the Agreement signed at Ottawa on February 9, 1979, of which it shall form an integral part.

Accept, Mr. Minister, the assurances of my highest consideration.

MICHEL DUPUY
Ambassador

MR. CLAUDE CHEYSSON,
Minister of External Relations.

Paris, le 30 juin 1983

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu, par lettre du 30 Juin 1983, m'adresser la communication suivante :

«(Voir la Lettre Canadienne du 30 juin 1983)»

J'ai l'honneur de vous faire part de l'Accord de mon Gouvernement sur la proposition qui précède. Dans ces conditions, le présent accord entrera en vigueur le même jour que l'Accord, signé à Ottawa le 9 février 1979, auquel il se rattache.

Veillez, Monsieur le Ministre, agréer les assurances de ma très haute considération.

CLAUDE CHEYSSON

Ministre des Affaires extérieures du Canada,
Ottawa.

II

(TRANSLATION)

Paris, June 30, 1983

Dear Sir:

In your letter of June 30, 1983 you addressed to me the following message:

“(See Canadian Letter of June 30, 1983)”

I have the honour to notify you of my Government's agreement with the above proposal. This being so, this Agreement shall enter into force on the same day as the Agreement signed at Ottawa on February 9, 1979, of which it shall form an integral part.

Accept, Mr. Minister, the assurances of my highest consideration.

CLAUDE CHEYSSON

Minister for External Affairs of Canada,
Ottawa.

III

Paris, le 30 juin 1983

Monsieur le Ministre,

Depuis la signature, à Ottawa, le 9 février 1979, de l'Accord entre la France et le Canada sur le transfèrement des détenus et sur la surveillance de certains condamnés, il a été jugé utile de faire préciser l'interprétation des dispositions contenues dans les articles VII et IX dudit accord ainsi rédigés:

ARTICLE VII

1. Les autorités compétentes de l'État d'exécution doivent mettre fin à l'exécution dès qu'elles ont connaissance d'une grâce, d'une amnistie ou de toute autre décision qui a pour effet d'enlever à la sanction son caractère exécutoire.

2. L'État de condamnation informe sans délai l'État d'exécution de toute décision ou tout acte de procédure intervenu sur son territoire qui, conformément au paragraphe précédent, met fin au droit d'exécution.

ARTICLE IX

Le droit de grâce ainsi que le droit d'amnistie appartiennent aux deux États.

A cette fin, j'ai, d'ordre de mon Gouvernement, l'honneur de vous proposer ce qui suit:

Pour l'application des articles VII et IX de l'Accord en question, le droit de grâce et l'amnistie ne peuvent s'exercer que conformément aux dispositions constitutionnelles et législatives de chacun des deux États.

Je vous serais obligé de me faire savoir si la proposition qui précède recueille l'agrément de votre Gouvernement. Dans ce cas, la présente lettre, ainsi que votre réponse, constitueront l'accord entre nos deux Gouvernements sur l'interprétation des articles VII et IX de l'Accord entre la France et le Canada sur le transfèrement des détenus et sur la surveillance de certains détenus, accord qui entrera en vigueur le même jour que l'Accord, signé à Ottawa le 9 février 1979, auquel il se rattache.

Veillez, Monsieur le Ministre, agréer les assurances de ma très haute considération.

L'Ambassadeur,
MICHEL DUPUY

Monsieur CLAUDE CHEYSSON,
Ministre des Relations extérieures.

III

(TRANSLATION)

Paris, June 30, 1983

Dear Sir:

Subsequent to the signature at Ottawa on February 9, 1979 of the Agreement between Canada and the French Republic on the Transfer of Inmates and the Supervision of Persons under Sentence, it has been deemed useful to clarify the interpretation of the following provisions contained in Articles VII and IX of the said Agreement:

ARTICLE VII

1. The competent authorities of the Administering State shall terminate administration upon being informed of a pardon, amnesty or any other decision as a result of which the penalty ceases to be enforceable.

2. The Sentencing State shall inform the Administering State without delay of any decision or procedure made in its territory which terminates the right of execution in accordance with the preceding paragraph.

ARTICLE IX

The right to pardon and to amnesty belongs to both States.

To this end, on instructions from my Government, I have the honour to propose the following:

As regards application of Articles VII and IX of the Agreement in question, the right to pardon and amnesty shall be exercised only in accordance with the constitutional and legislative provisions of both States.

I would appreciate knowing whether the preceding proposal meets with your Government's approval. If so, this letter, together with your reply, shall constitute an agreement between our Governments on the interpretation of Articles VII and IX of the Agreement between Canada and the French Republic on the Transfer of Inmates and the Supervision of Persons under Sentence, which shall enter into force on the same day as the Agreement signed at Ottawa on February 9, 1979, of which it shall be integral part.

MICHEL DUPUY
Ambassador

Mr. CLAUDE CHEYSSON,
Minister of Foreign Relations.

Paris, le 30 juin 1983

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu, par lettre du 30 juin 1983, m'adresser la communication suivante :

«(Voir la Lettre Canadienne du 30 juin 1983)»

J'ai l'honneur de vous faire part de l'accord de mon Gouvernement sur la proposition qui précède. Dans ces conditions, le présent accord entrera en vigueur le même jour que l'Accord, signé à Ottawa le 9 février 1979, auquel il se rattache.

Veillez, Monsieur le Ministre, agréer les assurances de ma très haute considération.

CLAUDE CHEYSSON

Ministre des Affaires extérieures du Canada,
Ottawa.

IV

(TRANSLATION)

Paris, June 30, 1983

Dear Sir:

In your letter of June 30, 1983, you addressed to me the following message:

“(See Canadian Letter of June 30, 1983)”

I have the honour to notify you of my Government's agreement with the above proposal. This being so, this Agreement shall enter into force on the same day as the Agreement signed at Ottawa on February 9, 1979, of which it shall form an integral part.

Accept, Mr. Minister, the assurances of my highest consideration.

CLAUDE CHEYSSON

Minister for External Affairs of Canada,
Ottawa.

© Minister of Supply and Services Canada 1989 © Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1989

Available in Canada through En vente au Canada par l'entremise des

Associated Bookstores Librairies associées
and other booksellers et autres libraires

or by mail from ou par la poste auprès du

Canadian Government Publishing Centre Centre d'édition du gouvernement du Canada
Supply and Services Canada Approvisionnement et Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9 Ottawa (Canada) K1A 0S9

Catalogue No. E3-1984/32 N° de catalogue E3-1984/32
ISBN 0-660-54915-8 ISBN 0-660-54915-8